

Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 Montpellier

Montpellier, le 25/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAIPOL

Zone industrielle portuaire, quai J
BP 423
34200 Sète

Références : UD34/H4/2025-053

Code AIOT : 0006601281

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/07/2025 dans l'établissement SAIPOL implanté ZONE PORTUAIRE QUAI J DARSE N2 34200 SETE. L'inspection a été annoncée le 17/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/07/2025 dans l'établissement Saipol implanté Zone industrielle portuaire, quai J BP 423 34200 Sète. L'inspection a été annoncée le 17/06/2025.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a pour objectif de vérifier :

- le récolement de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 19/09/2024 suite à l'échauffement de deux silos de tourteaux de colza le 04/09/2024,
- le respect de certaines prescriptions de l'arrêté ministériel du 29/03/2004 relatif à la prévention des risques présentés par des silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tous autres produits organiques dégageant des poussières inflammables pour les silos de tourteaux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAIPOL
- ZONE PORTUAIRE QUAI J DARSE N2 34200 SETE
- Code AIOT : 0006601281
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Le groupe Saipol, filiale du groupe Avril, est le leader français de la transformation des graines de colza et de tournesol, ainsi qu'un des leaders européens du secteur de la trituration, du raffinage des huiles végétales et de la production de biodiesel. Le site Saipol de Sète emploie actuellement 101 salariés.

Il est à noter qu'en 2024, deux événements ont eu lieu sur le site :

- Incendie au niveau de l'atelier diester ayant conduit à endommager l'atelier et donc à son arrêt pour plusieurs mois,
- Échauffement dans 2 silos ayant conduit à leur arrêt.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;

- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Récolement APMU silos - Rapport d'incident ou d'accident	Arrêté Préfectoral du 19/09/2024, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Récolement APMU silos - Récolement AP	AP de Mesures d'Urgence du 19/09/2024, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
4	EDD	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.1 et 7.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Entretien de l'installation	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Récolement APMU silos - mesures immédiates et mise en sécurité	Arrêté Préfectoral du 19/09/2024, article 2	Sans objet
6	Qualité des céréales et conditions d'ensilage	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14	Sans objet
7	Formation	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	Sans objet
8	Qualification d'équipement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection avait pour objectif de vérifier:

- le récolement de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 19/09/2024 suite à l'échauffement de deux silos de tourteaux de colza le 04/09/2024,
- le respect de certaines prescriptions de l'arrêté ministériel du 29/03/2004 relatif à la prévention des risques présentés par des silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tous autres produits organiques dégageant des poussières inflammables (ciblage sur les silos de tourteaux).

Suite à l'incident du 04/09/2024, l'inspection a pu constater que l'exploitant avait réalisé une analyse des causes approfondie. Toutefois, certains points restent à clarifier et des justificatifs sont demandés par l'inspection:

- la communication du rapport d'audit des refroidisseurs et le plan d'actions associé,
- des justificatifs sur l'alarme sonore des équipements ainsi que le système d'aspiration des poussières au niveau des élévateurs (article 9.7.7 de ce même arrêté) dans le cadre du récolement de l'arrêté préfectoral du 27/04/2005,
- des justificatifs sur les critères de la MMR silothermométrie pour les silos de tourteaux en terme d'efficacité et de temps de réponse (nombre de capteurs pouvant être défaillants, taux de remplissage à mettre en relation avec la température),
- des justificatifs sur la durée de vie des bandes élévatrices au niveau des silos de tourteaux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Récolement APMU silos - Rapport d'incident ou d'accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2024, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, rapport accident
Prescription contrôlée :
[...] l'exploitant transmet au préfet et à l'inspection des installations classées un premier rapport de

l'événement prévu à l'article R.512-69 du Code de l'environnement. ce rapport précise notamment:

- les circonstances et la chronologie de l'événement;
- l'analyse détaillée des causes [...] et des dysfonctionnements ayant conduit à cet incendie, en veillant à exposer les arguments ayant conduit à écarter les hypothèses non retenues;
- les conséquences de l'événement et des effets sur les personnes et l'environnement;
- les mesures prises ou envisagées pour éviter le renouvellement d'un événement similaire [...]
- le récolement à l'arrêté préfectoral encadrant l'activité concernée par l'accident;
- le retour d'expérience des événements similaires survenus, connus dans les bases de recensement de l'accidentologie de la profession [...]

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le récolement à son arrêté préfectoral concernant la partie silos ainsi qu'une présentation intitulée "arbre des causes: blocage et échauffement silos Sète" datée du 18/03/2025 comprenant :

- La description des faits,
- Une analyse des causes, avec mise en évidence des causes majeures,
- Un plan d'action détaillant les mesures correctives et préventives.

Causes identifiées :

1. **Températures anormales** relevées dans les silos TS2 et TS10 ainsi qu'en sortie de refroidisseur, dépassant de 10°C les valeurs habituelles. (10°C au-delà de la température extérieure)
2. **Absence de réaction aux signaux faibles de dérive du procédé** malgré la détection de signaux d'anomalie.
3. **Défaut matériel/absence de maintenance préventive** : palette du refroidisseur TS2 déformée et capteur de bourrage retiré depuis plusieurs années sans enregistrement de la date.

Actions correctives et préventives :

- Remplacement de la **technologie de silothermométrie**.
- Réalisation d'un **audit complet des refroidisseurs** (17 et 18 décembre 2024).
- Élaboration d'une **procédure** d'intervention en fonction de la température des tourteaux à la sortie des refroidisseurs.
- **Formation du personnel** sur les limites opératoires et la procédure associée

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre le rapport d'audit des refroidisseurs ainsi que l'éventuel plan d'actions associé pour la mise en place d'actions correctives et préventives.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Récolement APMU silos - Récolement AP

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 19/09/2024, article 3

Thème(s) : Risques accidentels, silos
Prescription contrôlée : [...] l'exploitant transmet au préfet et à l'inspection des installations classées un premier rapport de l'événement prévu à l'article R.512-69 du Code de l'environnement. ce rapport précise notamment: [...] - le récolement à l'arrêté préfectoral encadrant l'activité concernée par l'accident; [...]
Constats : L'exploitant a transmis le récolement aux prescriptions des articles 9.7.1 à 9.7.7 de l'arrêté préfectoral du 27/04/2005. Concernant l'article 9.7.7 sur les équipements de l'arrêté préfectoral du 27/04/2005, deux points ont été relevés par l'inspection : - <i>Arrêt automatique des appareils amont et alarme sonore en cas d'arrêt intempestif d'un transporteur ou élévateur</i> : seule une alarme visuelle est présente, - <i>Systèmes d'aspiration de poussières sur les élévateurs</i> → Pas d'aspiration en place, les poussières sont éliminées au nettoyage, avant production. Le contrôle des conditions d'ensilage des produits est traité au point de contrôle n°6.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant apportera des éléments à l'inspection afin de répondre à la prescription relative à l'arrêt automatique et alarme sonore en cas d'arrêt intempestif. Pour la prescription sur les systèmes d'aspiration de poussières, l'exploitant doit : - clarifier la présence ou non de système d'aspiration de poussières au niveau des élévateurs des silos de tourteaux ; - justifier de l'absence de poussières après nettoyage et le cas échéant, apporter des éléments à l'inspection afin de répondre à la prescription de son arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Récolement APMU silos - mesures immédiates et mise en sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2024, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, mise en sécurité
Prescription contrôlée : [...] Avant la reprise de l'exploitation des silos (TS02 et TS10) de stockage de tourteaux, l'exploitant procède à :

- la révision éventuelle des procédures et consignes d'exploitation visant à permettre l'exploitation des installations des des conditions de sécurité optimales;
- la vérification du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité des installations ;
- un ré-examen de son étude de danger (sous forme de notice de ré-examen) centré sur les silos impliqués dans l'événement, ainsi que sur l'ensemble du parc à silos, pour tenir compte du retour d'expérience du sinistre survenu ; [...]

Constats :

L'exploitant a mis en place plusieurs consignes et procédures :

- une fiche réflexe gestion de la température du tourteaux sortie des refroidisseurs (MFR) (SET/PRD/FC/028 indice 1 du 07/03/2025)
- une procédure de vidange des silos de tourteaux (SET/STK/MT/001, indice 1 du 24/06/2025)

En ce qui concerne le ré-examen de l'étude de dangers, l'exploitant a indiqué qu'il allait transmettre à l'inspection une nouvelle étude de dangers pour novembre 2025 afin de répondre aux arrêtés préfectoraux de mesures d'urgence et d'intégrer les modifications du site.

La vérification du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité des installations avant la reprise des installations sera faite en fonction du choix de l'exploitant concernant le devenir des silos de tourteaux.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : EDD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.1 et 7.2

Thème(s) : Risques accidentels, MMR

Prescription contrôlée :

L'étude de dangers justifie que l'exploitant met en œuvre les mesures de maîtrise du risque internes à l'établissement, dont le coût n'est pas disproportionné par rapport aux bénéfices attendus, en application des dispositions de l'article R. 515-90 du code de l'environnement. L'analyse de risques, au sens de l'article L. 181-25 du code de l'environnement, constitue une démarche d'identification, de maîtrise des risques réalisée sous la responsabilité de l'exploitant. Elle décrit les scénarios qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents potentiels. Aucun scénario ne doit être ignoré ou exclu sans justification préalable explicite. Cette démarche d'analyse de risques vise principalement à qualifier ou à quantifier le niveau de maîtrise des risques, en évaluant les mesures de sécurité mises en place par l'exploitant, ainsi que les dispositifs et dispositions d'exploitation, techniques, humains ou organisationnels, qui concourent à cette maîtrise.

Constats :

L'inspection s'est intéressée à un phénomène dangereux concernant les silos de tourteaux. La silothermométrie ainsi que la vidange de la cellule en cas d'alarme sont identifiées en tant que MMR (Mesure de Maîtrise des Risques).

L'inspection a constaté que :

- sur le document intitulé "2025_suivi EIPS et MMR" transmis par l'exploitant, 29 capteurs de

<p>silothermométrie étaient défectueux dont 10 sondes pour les silos de tourteaux suite au contrôle annuel du 01/10/2024,</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour les silos de tourteaux, sur le rapport de silothermométrie, au total 3 sondes (dont 2 dans une même cellule) n'étaient pas fonctionnelles et ne renvoyaient pas d'informations sur la température. Ces sondes ont été commandées le 16/06/2025 par l'exploitant. - l'alarme de température n'est pas raccordée au taux de remplissage de la cellule : une sonde de température peut déclencher une alarme alors qu'elle mesure la température de l'air ambiant. L'opérateur en salle de contrôle doit alors comparer les alarmes avec le taux de remplissage de la cellule avant de prendre une décision. <p>Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas précisé les critères permettant de juger de l'efficacité de la MMR (nombre de sondes devant être fonctionnelles dans une cellule).</p> <p>Ces points peuvent interroger sur l'efficacité de la MMR ainsi que son temps de réponse.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifiera auprès de l'inspection de l'efficacité de la MMR et de son temps de réponse.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Entretien de l'installation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Système de dépoussiérage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les filtres à manche sont protégés par des événements (sauf impossibilité technique), qui, dans la mesure du possible, débouchent sur l'extérieur.</p> <p>Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.</p> <p>Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement: elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'un système d'aspiration asservi aux installations de manutention était présent au niveau de l'atelier nettoyage des graines. Au niveau des équipements de manutention des silos de tourteaux, il n'y aurait pas d'aspiration car les poussières seraient éliminées au nettoyage avant l'ensilage.</p> <p>Lors de la visite terrain, l'inspection a constaté la présence de capteurs de déport de bande en</p>

pied et tête d'élévateur à bande près des silos de tourteaux.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de: <ul style="list-style-type: none"> - clarifier la présence ou non de système d'aspiration asservi aux installations de manutention des silos de tourteaux, - en cas d'absence de système d'aspiration, justifier l'absence de poussières après nettoyage, -le cas échéant, mettre en place un système d'aspiration asservi aux équipements de manutention des silos de tourteaux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Qualité des céréales et conditions d'ensilage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, réception des céréales
Prescription contrôlée : L'exploitant doit s'assurer périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement. La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos. Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement. Des procédures d'intervention de l'exploitant en cas de phénomènes d'auto-échauffement sont rédigées et communiquées aux services de secours.
Constats : Selon l'exploitant, des critères qualité existent pour les tourteaux : <ul style="list-style-type: none"> - Taux d'humidité (12% maximum), - Taux de matières grasses (3% maximum), - Température des tourteaux dans les silos (via la silothermométrie). La gestion des températures repose sur trois niveaux : normal, pré-alarme (température entre 40 et 45°C) et alarme (température supérieure à 45°C). L'inspection s'est rendue dans la salle de contrôle trituration et a constaté : <ul style="list-style-type: none"> - la présence d'un rapport de silothermométrie ;

- la présence d'un système de visualisation en temps réel de la température et du taux de remplissage de chaque silo. La silothermométrie est asservie à une alarme visuelle (popup en salle de contrôle) en cas de température élevée.

Toutefois :

- Certaines sondes affichent la température ambiante plutôt que celle des tourteaux, en cas de remplissage insuffisant,
- Le croisement des données température/remplissage n'est pas automatisé : le personnel doit effectuer manuellement ce lien à l'aide d'une fiche dédiée,
- Certaines sondes ne sont pas fonctionnelles.

- La mise en place de la surveillance de la température en sortie de refroidisseur et du temps de cycle d'ouverture du refroidisseur

L'exploitant dispose des documents suivants :

- Une fiche réflexe "Suivi de la thermosilométrie" (SET/PRD/FC/016 indice 1 du 26/06/2019),
- Une fiche réflexe "Gestion de la température du tourteaux sortie des refroidisseurs (SET/PRD/FC/028 indice 1 du 07/03/2025
- Une procédure de vidange des silos de tourteaux (SET/STK/MT/001 indice 1 du 24/06/2025) y compris en cas d'échauffement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3

Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance des installations et formation du personnel

Prescription contrôlée :

L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité.

Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection le programme ainsi que le tableau de suivi de formation aux risques incendie et explosion de poussières en silo comprenant la date de la formation initiale ainsi que le recyclage. Suite à l'incident sur les silos de tourteaux de colza TS02 et TS10, la formation couvre davantage le personnel de la logistique, intervenant dans ces installations. Les personnes formées sont les opérateurs de la logistique et les donneurs d'ordre de la maintenance.

Lors de la visite, l'inspection a pu consulter l'attestation de formation d'un opérateur de la logistique datée du 19/02/2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Qualification d'équipement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Transporteurs à bande
Prescription contrôlée : [...] Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.
Constats : Pour les silos de tourteaux, 4 bandes sont présentes dans le process. L'exploitant a transmis à l'inspection un certificat de conformité daté du 24/07/2002 pour une sangle d'un élévateur à bande. Celle-ci est non propagatrice de flamme et antistatique.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection suggère à l'exploitant de vérifier l'ensemble des certificats des bandes élévatrices ainsi que l'existence ou non d'une durée de vie de ce type d'équipement auprès de son fournisseur.
Type de suites proposées : Sans suite